

Unité départementale de Seine-et-Marne  
14 rue de l'Aluminium  
77547 SAVIGNY-LE-TEMPLE

SAVIGNY-LE-TEMPLE, le 06/02/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/01/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **DELISLE**

Route de Provins  
Zone Industrielle  
77320 LA FERTE GAUCHER

Références : E/23-0203  
Code AIOT : 0006501023

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/01/2023 dans l'établissement DELISLE implanté Route de Provins, Zone Industrielle, 77320 LA FERTE GAUCHER. L'inspection a été annoncée le 11/01/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite fait suite à un déversement accidentel dans le réseau communal de produit nettoyant pour le lavage des carrosseries des citernes.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DELISLE
- Route de Provins Zone Industrielle 77320 LA FERTE GAUCHER
- Code AIOT : 0006501023
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société DELISLE exploite sur la commune de LA FERTÉ-GAUCHER des entrepôts couverts d'un volume total de 160 500 m<sup>3</sup> sur une surface totale de 20 300 m<sup>2</sup>. Les produits stockés sont variés : du sucre, des décors d'émissions de télévision, des croquettes pour chiens et divers emballages de bois et cartons.

Elle exerce également une activité de lavage de citernes, un dossier est en cours d'instruction sur cette activité.

L'établissement DELISLE est autorisé à exploiter les installations situées dans son établissement par l'arrêté préfectoral n° 01 DAI 21C 001 du 3 janvier 2001.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Plan des réseaux
- Isolement du site
- Consignes et plan d'urgence
- Accès et sécurité du site

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire                         | Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1) | Proposition de délais |
|----|-------------------|---|---|--|-----------------------|
| 1  | Isolement du site | Arrêté Préfectoral du 10/01/2001, article 6.5   | Lettre de suite   | Mise en demeure, respect de prescription   | 3 mois                |
| 2  | Plan des réseaux  | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.6.1 | Lettre de suite   | Mise en demeure, respect de prescription   | 3 mois                |
| 3  | Accès au site     | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 25    | /   | Lettre de suite  | 3 mois                |
| 4  | Consigne          | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 21    | Lettre de suite   | Mise en demeure, respect de prescription   | 3 mois                |
| 5  | Plan d'urgence    | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 23    | /   | Mise en demeure, respect de prescription   | 3 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit respecter les dispositions de l'article 6.5 de l'arrêté préfectoral n° 01 DAI 2 IC 001 du 10 janvier 2001 en installant un système (vanne,...) permettant de maintenir les effluents liquides sur le site et de les isoler du réseau d'eau communal en cas de pollution.

Pour cela, il doit transmettre une consigne relative aux modalités d'isolement du site en cas d'incident ainsi qu'un plan des réseaux et un plan d'urgence à jour.

### 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Isolement du site

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/01/2001, article 6.5   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, eau d'extinction incendie   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Oui   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Toutes mesures sont prises pour qu'en cas d'écoulement de matière dangereuses, notamment du fait de leur entrainement par des eaux d'extinction d'incendie, celles-ci soient récupérées dans un bassin étanche de 1400 m <sup>3</sup> . Des vannes sont installées en amont des stations de pré-traitement du site.   |
| <b>Constats :</b><br>L'exploitant n'a pas installé un système (vanne,...) permettant de maintenir les effluents liquides sur le site et de les isoler du réseau communal en cas de pollution.<br><br>L'exploitant doit, sous 3 mois, installer un système (vanne, ...) permettant de maintenir les effluents liquides susceptibles d'être pollués sur le site et empêcher leur acheminement vers le réseau communal, notamment en cas de déversement accidentel. |
| <b>Observations :</b><br>Cette non-conformité a déjà été constatée lors de l'inspection du 29 avril 2021. Des incidents de déversement dans le réseau ayant été observés le 26/03/21 et le 02/01/23, un projet de mise en demeure sur cette prescription sera donc proposé.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription  |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois  |

## N° 2 : Plan des réseaux

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.6.1  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Eau  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur. Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés.<br>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître : <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;</li> <li>- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ;</li> <li>- les secteurs collectés et les réseaux associés ;</li> <li>- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ;</li> <li>- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).</li> </ul> « Ces plans sont tenus à la disposition des services d'incendie et de secours en cas de sinistre et sont annexés au plan de défense incendie défini au point 23 de la présente annexe. » |
| <b>Constats :</b><br>L'exploitant ne dispose pas de plan des réseaux à jour.<br><br>L'exploitant doit transmettre, sous 3 mois, un plan à jour des réseaux d'alimentation en eau et de collecte des effluents, comportant les éléments prévus à l'article 1.6.1 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017.   |



|  |
|--|
| <b>Observations :</b><br>Cette non-conformité a déjà été constatée lors de l'inspection du 17 mai 2019, un projet de mise en demeure sur cette prescription sera donc proposé. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription  |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois  |

### N° 3 : Accès au site

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 25  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Surveillance et contrôle des accès  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>En dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'entrepôt, une surveillance de l'entrepôt, par gardiennage ou télésurveillance, est mise en place en permanence afin de permettre notamment l'alerte des services d'incendie et de secours et, le cas échéant, de l'équipe d'intervention, ainsi que l'accès des services de secours en cas d'incendie, d'assurer leur accueil sur place et de leur permettre l'accès à tous les lieux.<br><br>« Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre à l'entrepôt. L'accès aux guichets de retrait, s'ils existent, reste cependant possible. Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2021. »  |
| <b>Constats :</b><br>Lors de la visite du site, l'inspection a constaté qu'il n'y avait pas de clôture entre les bâtiments d'entrepôts et les limites des habitations à l'Est du site.<br><br>De plus, l'accès à la vanne d'isolement du bassin de récupération des eaux pluviales et d'incendie situé à l'Est du site se situe à l'extérieur du bâtiment de stockage. L'accès à la vanne d'isolement du bassin situé au Nord du site se trouve à l'extérieur des limites du site. Les vannes ne sont pas cadenassées et sont facilement accessibles par un tiers.<br><br>L'exploitant doit, sous 3 mois :<br>- indiquer comment il s'assure qu'aucun acte de malveillance ne peut survenir sur ses installations (vannes d'isolement),<br>- fournir un plan à jour indiquant clairement les limites de propriété du site et l'emplacement exact des vannes d'isolement. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite   |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois  |

### N° 4 : Consigne

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 21  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan de défense incendie  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.<br><br>Ces consignes doivent notamment indiquer :<br>- l'interdiction de fumer ;<br>- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ; |

|  |
|--|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, hormis, le cas échéant dans les bureaux séparés des cellules de stockages ;</li> <li>- l'obligation du document ou dossier évoqué au point 20 ;</li> <li>- les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;</li> <li>- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, ventilation, climatisation, chauffage, fermeture des portes coupe-feu, obturation des écoulements d'égouts notamment) ;</li> <li>- les mesures permettant de tenir à jour en permanence et de porter à la connaissance des services d'incendie et de secours la localisation des matières dangereuses, et les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;</li> <li>- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues au point 11 ;</li> <li>- les moyens de lutte contre l'incendie ;</li> <li>- les dispositions à mettre en œuvre lors de l'indisponibilité (maintenance...) de ceux-ci ;</li> <li>- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours.</li> </ul> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Les consignes concernant les vannes d'isolement en cas d'incident (déversement accidentel), faisant apparaître la mise en fonctionnement et les personnes intervenant ne sont pas formalisées.</p> <p>L'exploitant doit, sous 3 mois, rédiger une consigne relative à la conduite à tenir afin de maintenir les effluents liquides susceptibles d'être pollués sur le site et empêcher leur acheminement vers le réseau communal, notamment en cas de déversement accidentel.</p>  |
| <p><b>Observations :</b></p> <p>Cette non-conformité a déjà été constatée lors de l'inspection du 17 mai 2019, un projet de mise en demeure sur cette prescription sera donc proposé.</p>  |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>   |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>   |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>   |

#### N° 5 : Plan d'urgence

|  |
|--|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 23</p>   |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan de défense incendie</p>   |
| <p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet</p>   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule.</p> <p>« L'alinéa précédent est applicable à compter du 31 décembre 2023 pour les entrepôts existants ou dont la déclaration ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement est antérieur au 1er janvier 2021, soumis à déclaration ou enregistrement, lorsque ces entrepôts n'étaient pas soumis à cette obligation par ailleurs. »</p> <p>Le plan de défense incendie comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- « les schémas d'alarme et d'alerte » décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;</li> <li>- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;</li> <li>« - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe ; »</li> <li>- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des</li> </ul> |

extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;

- « - les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ;
- « - les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de la présente annexe ;
- « - le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;
- « - la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et le cas échéant l'attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 28.1 de la présente annexe ;
- « - s'il existe, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé au point 28.1 de la présente annexe ;
- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe ;
- la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ;
- la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent ;
- les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ;
- les mesures particulières prévues au point 22.

Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.

« Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.

« Pour les sites à autorisation, le plan de défense incendie comporte également les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Il précise :

- « - les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;
- « - les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;
- « - les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances recherchées.

« L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

« Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.

#### **Constats :**

Le plan d'urgence présenté lors de l'inspection est incomplet et ne comporte pas les éléments prévus à l'article 23 (sauf le premier alinéa) de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017.

L'exploitant doit, sous 3 mois, transmettre un plan de défense incendie comportant les éléments prévus à l'article 23 (sauf le premier alinéa) de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017.

Bien que la prescription du premier alinéa de l'article 23 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017, qui prévoit la réalisation d'un plan de défense incendie basé sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule, n'est applicable qu'à compter du 31 décembre 2023, l'exploitant pourrait avantageusement intégrer cette disposition dans la rédaction de son plan de défense incendie.

**Type de suites proposées :** Avec suites,

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 mois







**PRÉFET  
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale  
de l'environnement, de l'aménagement  
et des transports d'Île-de-France**

**Arrêté préfectoral n° 2023 DRIEAT UD77 0XX du XX XXX 2023  
de mise en demeure à l'encontre de la société DELISLE, pour son site sis Route de  
Provins, Zone Industrielle sur la commune de LA FERTE-GAUCHER (77320)**

**LE PRÉFET DE SEINE-ET-MARNE  
Officier de la Légion d'honneur**

**VU** le Code de l'environnement, notamment le titre 1er du livre V de ses parties législatives et réglementaires relatives aux « installations classées pour la protection de l'environnement », et son article L. 171-8,

**VU** le décret du président de la république du 30 juin 2021 portant nomination de Monsieur Lionel BEFFRE, préfet de Seine-et-Marne (hors classe),

**VU** l'arrêté préfectoral n°22/BC/063 du 20 juillet 2022 du préfet de Seine-et-Marne portant délégation de signature à Mme Emmanuelle GAY, directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France,

**VU** l'arrêté préfectoral n° 01 DAI 2 IC 001 du 10 janvier 2001 régissant les activités du site DELISLE,

**VU** l'arrêté ministériel du 11/04/17 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,

**VU** le rapport n°E/23-0203 du 06 février 2023, et les propositions de l'inspection des Installations Classées à Monsieur le Préfet de Seine-et-Marne de mettre la société DELISLE en demeure pour son site sis Route de Provins, Zone Industrielle, sur la commune de LA FERTE-GAUCHER (77 320),

**VU** le courrier préfectoral n°E/23-0202 du 06 février 2023, transmis à la société DELISLE, relatif à la procédure contradictoire dans le cadre du projet de mise en demeure,

**VU** les observations/absence d'observation de l'exploitant dans le délai de 15 jours fixé par le courrier du XX février 2023 susvisé,

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant ne respecte pas les dispositions de l'article 6.5 de son arrêté préfectoral n° 01 DAI 2 IC 001 du 10 janvier 2001 concernant les conditions d'isolement de son site de La Ferté-Gaucher en cas de déversement accidentel,

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant ne respecte pas les dispositions des articles 1.6.1, 21 et 23 de l'arrêté ministériel du 11/04/17 concernant la mise à jour du plan des réseaux du site, les consignes d'isolement du site en cas de déversement accidentel, le plan de défense incendie de son site de La Ferté-Gaucher,

**CONSIDÉRANT** que ces non-conformités ont déjà été relevées dans le rapport de suite d'inspection n°E/19-1431 du 17 mai 2019 et dans le rapport de suite d'inspection n°E/21-1254 du 5 juillet 2021 ,

**CONSIDÉRANT** l'absence d'éléments de réponse satisfaisants transmis par la société DELISLE sur ces non-conformités,

**CONSIDÉRANT** que ces constats constituent des manquements aux conditions d'exploitation imposées par l'arrêté préfectoral n° 01 DAI 2 IC 001 du 10 janvier 2001 et l'arrêté ministériel du 11/04/17 susvisés;

**CONSIDÉRANT** que les installations précitées peuvent présenter de graves dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement et peuvent être à l'origine d'un incident ou d'un accident ;

**CONSIDÉRANT** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8-I du Code de l'Environnement afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement ;

**SUR PROPOSITION** du Secrétaire Général de la préfecture de Seine-et-Marne :

### **ARRÊTE**

#### **Article 1 : – RESPECT DES PRESCRIPTIONS**

La société DELISLE, dont le siège est situé route de Provins, Zone Industrielle, sur la commune de La Ferté Gaucher (77320), pour son site sis à la même adresse, est mise en demeure de respecter **dans un délai de trois mois :**

- les dispositions de l'article 6.5 de l'arrêté préfectoral n° 01 DAI 2 IC 001 du 10 janvier 2001 en installant un système (vanne, ...) permettant de maintenir les effluents liquides sur le site et empêcher leur acheminement vers le réseau d'eau communal, notamment en cas de déversement accidentel,
- les dispositions de l'article 1.6.1 de l'arrêté Ministériel du 11/04/2017 en transmettant un plan à jour des réseaux d'alimentation en eau et de collecte des effluents,
- les dispositions de l'article 21 de l'arrêté Ministériel du 11/04/2017 en rédigeant une consigne relative à la conduite à tenir afin de maintenir les effluents liquides susceptibles d'être pollués sur le site et empêcher leur acheminement vers le réseau communal, notamment en cas de déversement accidentel.
- les dispositions de l'article 23 (sauf le premier alinéa) de l'arrêté Ministériel du 11/04/2017 en transmettant un plan de défense incendie comportant les éléments prévus par cet article.

#### **Article 2 : – SANCTIONS**

Dans la mesure où l'exploitant ne défère pas aux dispositions de l'article 1er du présent arrêté dans les délais imposés, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8-II du Code de l'Environnement.

#### **Article 3 : – FRAIS**

Tous les frais occasionnés par l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

#### **Article 4 : – INFORMATIONS DANS L'ETABLISSEMENT**

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

Un extrait du présent arrêté restera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement.

#### **Article 5 : – INFORMATIONS DES TIERS**

Une copie du présent arrêté est publiée sur le site Internet des services de l'État de la Préfecture de Seine-et-Marne (<http://www.seine-et-marne.gouv.fr/>), pendant une durée minimale de deux mois.

#### **Article 6 : NOTIFICATION ET EXÉCUTION**

- le Secrétaire Général de la Préfecture de Seine-et-Marne,
- le Sous-Préfet de Provins,
- le Maire de La Ferté-Gaucher,
- la Directrice Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports d'Ile-de-France,
- la Cheffe de l'Unité Départementale de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports à Savigny-le-Temple,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Une copie sera notifiée à l'exploitant sous pli recommandé avec avis de réception.

Fait à Melun, le

*Le Préfet,*  
Pour le Préfet et par délégation  
La Directrice empêchée,  
L'Adjointe à la cheffe de l'Unité  
départementale de Seine-et-Marne

Kim LOISELEUR

#### **Destinataires d'une copie par mail :**

- la Préfecture de Seine-et-Marne (DCSE),
- le Sous-Préfet de PROVINS,
- le Maire de LA FERTE GAUCHER,
- le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS),
- la Directrice Départementale de l'Agence Régionale de Santé (ARS),
- le Directeur Départemental des Territoires (DDT).

#### **Délais et voies de recours :**

La présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif (par courrier au Tribunal administratif de Melun – 43 rue du Général de Gaulle – 77 000 – MELUN ou au moyen de l'application <https://www.telerecours.fr>) :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée,
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Seine-et-Marne.

*Le délai court à compter du premier jour de publication de la décision. La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux.*

PROJET